

ENTRETIEN. « Sans choc ferroviaire, la moitié des lignes vont fermer », alerte Carole Delga

ENTRETIEN. « Sans choc ferroviaire, la moitié des lignes vont fermer », alerte Carole Delga

Carole Delga, présidente de l'association des Régions de France, tire le signal d'alarme. Si l'État n'investit pas à hauteur de 100 milliards d'euros sur 10 ans, le réseau de trains français va sombrer.

Carole Delga, présidente socialiste de la région Occitanie, est en Bretagne. À Langon ce vendredi 21 octobre après-midi, à Saint-Brieuc le lendemain et à Rennes ce lundi 24 octobre. Présidente de l'association Régions de France, Carole Delga s'inquiète tout particulièrement du devenir du réseau ferroviaire français, qui a besoin d'investissements massifs. Les Régions espèrent un grand plan d'investissements de 100 milliards, sur 10 ans, dès l'année prochaine, pour permettre au train de passer au vert.

Lire aussi. Prix de l'électricité : les Régions accusent le coup devant la note présentée par la SNCF

Les Régions s'inquiètent de l'avenir du train en France. Quel est le problème ?

Les budgets que consacre l'État au ferroviaire sont très insuffisants par rapport aux besoins et aux enjeux. C'est de l'ordre de 3 milliards par an pour l'entretien du réseau. Les Régions, elles, investissent près de 6 milliards par an, en infrastructure et en matériels roulants, dont 2,3 milliards rien qu'en Ile-de-France.

Combien demandez-vous ?

Un plan de 100 milliards d'euros d'investissements pour les 10 ans à venir. Nous avons besoin d'un vrai choc ferroviaire, de crédits européens et d'une révision complète des budgets consacrés par l'État au train. Sans cet engagement massif, la moitié des lignes vont fermer dans les cinq ans, avec des conséquences dramatiques pour les territoires et l'économie du pays.

« Nous demandons à l'État de doubler son niveau d'engagement »

Jean-Pierre Farandou, le PDG de la SNCF, avait demandé la même chose en juillet ?

Pas exactement. Jean-Pierre Farandou estime qu'il faudrait 100 milliards d'investissements supplémentaires de l'État, sur 15 ans, et

uniquement dans les infrastructures, pour répondre aux objectifs de décarbonation que la France s'est fixé. Nous demandons 100 milliards sur 10 ans, donc plus, parce que nous voulons aussi des investissements forts en matériels roulants, adaptés à la transition écologique et énergétique. Il faut passer aux trains à hydrogène ou hybrides.

Ce ne sont pas les Régions qui achètent ce matériel ?

Quatre Régions ont commencé à acheter des trains à hydrogène, avec l'aide de l'État : Grand Est, Auvergne Rhône-Alpes, Bourgogne Franche Comté et Occitanie. Les régions payent les deux tiers de la facture, l'État le tiers restant. En Allemagne, c'est l'inverse : deux tiers de la facture pour l'État fédéral, un tiers pour les Länder. Nous demandons à l'État de doubler son niveau d'engagement. On ne pourra pas suivre sinon.

Que répond l'État à vos demandes ?

Élisabeth Borne attend la remise du rapport du Conseil d'orientation des infrastructures avant de se prononcer, et les négociations devraient débuter en début d'année prochaine. On a besoin d'un État stratège sur ces questions. Qui anticipe. La trajectoire dont on parle pour le moment est bien trop basse. Le développement du ferroviaire occupe une place essentielle dans la lutte contre le réchauffement climatique. Les Allemands ont mis 86 milliards sur la table, les Italiens 170 milliards. La France doit changer de braquet pour ne pas décrocher. Et dès 2023.



Les Régions espèrent un grand plan d'investissements de l'État dans le ferroviaire.

Les Régions espèrent un grand plan d'investissements de l'État dans le ferroviaire.

QUEST-FRANCE/Joël Le Gall ARCHIVES

Recueilli par Stéphane VERNAY.